

Discours du Président lors de la réception au ministère de la défense à l'occasion de la fête nationale, le 13 Juillet 2012

Mesdames et Messieurs les ministres,
Messieurs les officiers généraux,
Messieurs les officiers, sous-officiers et soldats,
Mesdames, Messieurs,

La fête nationale appartient à tous les Français. Chaque année, nous nous retrouvons, autour de nos armées, dans le respect de nos différences, pour célébrer notre communauté de destin.

Je suis venu vous exprimer la gratitude de tous nos concitoyens, vous remercier de défendre la France, de veiller sur elle et de contribuer à sa promesse universelle.

C'est un moment de fierté collective.

Un moment de gravité aussi.

Le 14 juillet est l'occasion d'un hommage aux femmes et aux hommes qui assurent notre sécurité et qui garantissent, au péril de leur vie, le respect de notre souveraineté.

Mes pensées vont vers nos 87 soldats qui sont tombés en Afghanistan. Ils sont morts pour la France, en défendant ses intérêts mais surtout ses valeurs. Nous ne les oublierons jamais.

Je veux aussi rendre hommage à ceux qui portent dans leur chair les meurtrissures des combats. Certains de ces blessés sont parmi nous ce soir. Je les salue avec émotion et reconnaissance.

Tous, vous représentez ce soir l'ensemble de vos frères d'armes.

Vous avez été choisis pour défiler sur les Champs-Élysées, devant nos compatriotes.

Vous êtes attendus dans tous les foyers de France. Vous serez alors plus que vous-mêmes. Vous incarnerez la France. L'honneur qui vous est fait est à la mesure de votre engagement au service de notre pays. Cet engagement, vous en connaissez la grandeur et tous, collectivement, nous en savons le prix.

Tout au long de l'année, votre mission est de protéger la Nation. Mais le 14 juillet, c'est la Nation qui se rassemble autour de vous. A cette occasion, elle réaffirme la confiance qu'elle place en tous ses soldats.

Je veux dire aux personnels civils et militaires de la Défense Nationale, ma gratitude pour les actions qu'ils conduisent, et pour les succès qu'ils ont remportés. J'en rappellerai ce soir quelques-uns:

Prévenir une guerre civile en Côte d'Ivoire.

Protéger les populations libyennes.

Garantir la libre circulation maritime en luttant contre la piraterie au large de la Corne de l'Afrique, et permettre, ainsi l'acheminement de l'aide humanitaire en Somalie.

Préserver la stabilité régionale au Sud Liban, au Tchad et au Kosovo. Mais aussi faire respecter l'Etat de droit sur tout le territoire national, comme vous le faites en Guyane, ou à travers le dispositif Vigipirate.

Plusieurs de ces missions se poursuivent. D'autres vous seront confiées.

L'une d'entre elles touche à sa fin.

Ce 14 juillet est le dernier que nos unités combattantes de Kapisa passeront en Afghanistan. Deux mille soldats seront de retour dans leurs foyers à la fin de l'année.

C'est un acte de souveraineté, que la France a posé librement. J'ai pris cette décision, en bonne intelligence avec nos Alliés, et avec l'accord des autorités afghanes.

Elle s'inscrit pleinement dans la logique de notre engagement, dont le sens était de permettre au peuple afghan de reprendre la maîtrise de son propre destin.

Nous resterons présents en Afghanistan, sous d'autres formes, dans le cadre du traité de coopération franco-afghan, que le conseil des ministres du 11 juillet vient d'adopter et que nous soumettons à l'Assemblée nationale.

Mais nous resterons avec d'autres missions, qui répondront aux évolutions de la situation afghane. Nous allons concentrer nos actions sur la formation et la coopération, en prenant en charge l'hôpital et l'aéroport international de Kaboul. Il s'agit maintenant d'œuvrer au développement de l'Afghanistan, pour inscrire dans la durée l'action que nous avons menée.

Chef de l'Etat, chef des armées, je ne suis pas seulement responsable du destin de nos soldats, du sens de l'engagement de nos forces. Je suis aussi le garant de notre indépendance nationale.

Je veillerai particulièrement à la pérennité, à la continuité, à l'avenir de nos capacités militaires.

Il y a dix jours, j'embarquais à bord du sous-marin nucléaire lanceur d'engins «Le Terrible», au large de la Bretagne, pour réaffirmer solennellement l'attachement irréductible de la France à sa force de dissuasion.

C'est dans le même esprit que je viens de lancer, avec le Premier ministre Jean-Marc AYRAULT, responsable de la Défense nationale, et le ministre de la Défense ici présent, Jean-Yves LE DRIAN, la préparation d'un nouveau livre blanc sur la défense et la sécurité nationale.

Il s'agit de définir notre stratégie de défense et les capacités de nos forces pour les quinze ans à venir, à partir de l'analyse que nous faisons des menaces dans un monde particulièrement instable qui nous confronte à de multiples défis.

La crise fait peser sur nos économies de lourdes contraintes budgétaires.

Les dépenses militaires augmentent partout dans le monde sauf en Europe.

Les programmes de prolifération d'armes de destruction massive, notamment nucléaire et chimique, mettent en péril des régions entières de la planète.

Le terrorisme prend des formes toujours nouvelles et toujours plus menaçantes.

Anticiper cette nouvelle donne permettra de s'y adapter le moment venu.

C'est l'objet du livre blanc, qui sera élaboré en étroite concertation avec la communauté militaire.

J'ajoute que, bien entendu, ce travail devra être conduit dans une perspective européenne affirmée: nos partenaires seront sollicités, de façon à ce que notre politique de défense et de

sécurité prenne en compte les intérêts partagés de notre Union, et rende même possible, après plusieurs années de stagnation, une relance de l'Europe de la défense.

J'ai décidé de confier à M. Jean-Marie GUEHENNO la présidence de la Commission du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. Deux experts allemand et britannique seront membres de cette commission. M. GUEHENNO me remettra son rapport à la fin de cette année et le livre blanc ouvrira la voie à une loi de programmation militaire qui sera soumise au Parlement en 2013.

La Commission travaillera en particulier sur quatre enjeux.

D'abord, l'indispensable cohérence entre les missions, le format et les équipements des armées. L'objectif est de garantir dans la durée la performance, l'efficacité et l'équilibre de nos forces.

Le renseignement et les capacités d'action spécialisées seront le deuxième grand enjeu. Ce qui est ici en cause, c'est la faculté de notre pays de conserver sa liberté d'appréciation et de décision.

La Commission devra également travailler sur notre politique industrielle et de recherche, pour faire en sorte que toutes les compétences scientifiques, techniques, indispensables à notre autonomie stratégique soient non seulement garanties mais développées.

Enfin, quatrième enjeu: le recrutement, la formation des personnels de la Défense nationale ainsi que leurs droits.

Je vous le réaffirme avec clarté: j'aurai le souci de la cohérence de nos choix en matière de défense. Chacun prendra sa part à l'effort de redressement national, mais rien ne sera fait au prix de notre sécurité, de notre souveraineté, de notre puissance, de tous ces acquis dont nos forces armées sont les garantes.

J'entends les inquiétudes qui s'expriment et je veux le redire clairement : les besoins de notre défense nationale seront pris en compte.

Nous avons des responsabilités éminentes. Nous sommes membre permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies. Nous avons un rôle majeur à jouer pour l'équilibre et pour la paix du monde.

Pour en être dignes, nous comptons sur nos armées, sur leur compétence, sur leur dévouement, sur leur sens du devoir.

Depuis toujours, entre la France et son armée, un lien étroit s'est tissé. Il est fait d'une grande confiance et d'un profond attachement.

Ce lien, je suis venu le réaffirmer ce soir, avec force, sous ces fenêtres qui furent celles du bureau de Georges CLEMENCEAU en 1917, comme du général de GAULLE à la Libération, en ce lieu qui a partie liée avec l'histoire de notre indépendance nationale.

Vive la République!

Vive la France!